

Analyse des faits économiques et sociaux (1)

M. François PERROUX, professeur

Cours du Lundi : *La promotion sociale : modèle d'ascension des masses et modèle de circulation des élites.*

Ebranlement de l'ordre bourgeois

De 1850 à 1914, les grands bourgeois, financiers et industriels, gouvernent la production et le crédit. Leurs querelles avec les paysans ne troublent pas l'accord du pays qui accepte unanimement une devise « avancer à pas comptés, conserver ». La croissance économique est modérée. Les croyances, les mœurs, les opinions sont un moule où de braves gens, pas trop inquiets, trouvent l'illusion de vivre. Leur ascension dépend beaucoup de leur épargne et un peu de leur instruction.

L'artisan, l'ouvrier assidu et rangé, le petit commerçant deviennent bourgeois par l'effort, la parcimonie et, parfois les alliances familiales. C'est l'époque où l'on célèbre *l'Etape* ; elle est bienfaisante, elle est inévitable ; il faut deux ou trois générations — dit-on — pour accéder à la dignité et aux réserves de la bourgeoisie. L'agriculture forme une part étendue de la population et du produit. Les paysans, vétillieux sur leurs propres hiérarchies, n'ont pas reçu les grands chocs de la première guerre mondiale qui leur révélera la machine et les habituera à consommer largement la viande et le vin. Les transports de marchandises, d'idées et d'images n'ont pas tout à fait désenclavé le village. C'est en milieu agricole et rural que progresse l'industrie. Quelques

(1) Par décision de l'Assemblée du Collège de France la Chaire d'Analyse des faits économiques et sociaux a été déclarée Chaire à Laboratoire, Cf. M. BATAILLON, *Le Collège de France*, in *Revue de l'Enseignement Supérieur*, n° 2, 1962, p. 41 et 42.

flambées ouvrières, l'éclosion des Bourses du Travail et des premiers syndicats ont fort peu de parenté avec le bergsonisme de Georges Sorel et de ses admirateurs.

La grève générale célébrée par Jean Jaurès présage une action de masse : on en comprendra la menace bien plus tard, elle ne sort pas, alors, des discussions de congrès et des brochures de propagande. L'ouvrier veut un bon salaire, une épargne de sécurité ; il souhaite pour ses enfants, une éducation élémentaire et une place de modeste fonctionnaire. Tout le long de l'échelle, les bourgeoisies et le peuple, qui lorgne un petit coin chez les bourgeois, sont pénétrés de l'excellence des professions libérales. Cette nation n'a plus le nombre, ni la violence du sang, elle n'a pas encore les usines qui lui permettraient d'être le gardien et l'inspirateur de l'Europe née des traités de Versailles et de Trianon.

La deuxième guerre mondiale et ses suites ont fait payer le prix cruel d'une certaine stagnation dans la richesse acquise et la vie de rentier. Presque à contre-cœur, puis dans un processus accéléré et plus conscient, la nation s'industrialise pourtant et s'urbanise. Elle reste entièrement étrangère à une *prolétarisation* étendue : les luttes de classe au sens de K. MARX y sont combinées à la variété des *milieux*, au réseau des *castes* et à la toile d'araignée des *sectes* idéologiques. Toutefois, la révolution scientifique et technique en imposant ses systèmes de machines, en brisant le moule des opinions reçues, en composant ses rassemblements d'hommes, suscite des masses, masses urbaines, masses universitaires déjà, masses paysannes.

La production de masse, la consommation de masse, l'information de masse changent l'atmosphère des conflits. Les stratèges de la lutte des classes au moment où la classe ouvrière se diversifie et prend goût au confort s'emploient désormais à manœuvrer politiquement les masses. Quant à la masse, elle prend conscience de besoins élémentaires dont elle exige la satisfaction. La formation des masses et la montée de la masse bousculent les habitudes de pensée et le style de vie d'un peuple peu partageur, ami du travail régulier et friand des petits plaisirs.

C'est le lot d'autres peuples où, l'urgence baissant, la propension à œuvrer et à inventer a fléchi dangereusement. Pour eux et pour nous, même question : la promotion économique et sociale — inséparable de la participation puisque dans une société à hiérarchies de revenus et de statuts, on ne *participe* davantage qu'en *s'élevant* —, est-elle condamnée à se conformer aux modèles du passé, ou appelle-t-elle une stratégie nouvelle ? Pour *préparer* l'analyse on offre le parallèle que voici.

Promotion observée au XIX ^e siècle	Stratégies possibles du XX ^e siècle
Elévation d'individus et d'élites qui se tiennent à grande distance de la masse stagnante	Elévation du niveau matériel et culturel de la masse elle-même, mise en état de susciter <i>ses</i> élites
Pouvoir de <i>groupes dominants</i> au service d'une <i>classe dominante</i> (propriétaires des moyens de produire) qui forme une <i>structure-écran</i>	Pouvoir d'élites à la fois <i>fonctionnelles</i> et sociales, au service des nouveaux groupements d'activité et de localité, issus de la masse
Formation des <i>systèmes de valeurs</i> dans la partie supérieure de la société, qui les concède à la masse	Formation des <i>systèmes de valeurs</i> par échanges actifs entre la masse et les élites, fonctionnelles et sociales

Sommaire et provisoire, ce parallèle donne l'orientation d'une recherche accordée à des changements certainement observables dans nos sociétés occidentales.

Les termes de : riche-pauvre, abondance-rareté, ascension sociale-chute sociale - montée d'un ensemble - d'un sous-ensemble, peuvent se traduire en concepts rigoureux, en références statistiques et en indicateurs économétriques. Encore ces traductions ne prennent-elles un sens que par des interprétations générales, des mises en place qui les situent ; ce ne sont pas des idéologies, mais des organisations provisoires d'hypothèses, des constructions à base de réflexions sur observations limitées et travaux spéciaux, qui dissipent les naïvetés de l'opinion banale.

Que nous enseignent, sous ce rapport, la doctrine insistante de la « paupérisation » et la doctrine flambant neuf de l' « abondance » ? En tirant parti de leur contenu — critique et positif —, au contact de l'analyse économique et sociologique, nous nous essaierons à esquisser une « utopie » : la *société de participation*.

Abondance et capitalisme

Contrairement à ce que suggère le titre d'un ouvrage connu (1), J.K. GALBRAITH critique sévèrement l'abondance dans les capitalismes développés. Mais

(1) La références de base est J.K. GALBRAITH : *The affluent society*, Hamish Hamilton, 1958.

il est victime, lui-même, d'une illusion de l'abondance, il raisonne en somme comme si le peuple de l'abondance était seul ; moyennant quoi, il peut présenter sa thèse symptomatique sur la « tension inactuelle ».

La doctrine économique s'est formée quand la pauvreté était de règle : il fallait tirer des hommes un maximum d'effort en leur inspirant la crainte du chômage et de la facilité. L'interprétation économique porte l'empreinte de ces rigueurs : elle est une sorte de recette d'effort pénible sur horizon de misère. Aujourd'hui la pauvreté a reculé. Les nations évoluées ne connaissent que des îlots de pauvreté (*insular poverty*) - et des cas de pauvreté (*case poverty*).

C'est donc un paradoxe que l'attention exclusive braquée sur l'accroissement du produit et l'élévation de la productivité. Il s'explique — outre l'inertie de la pensée — par la circonstance que l'accroissement du produit fait diversion aux discussions sur la répartition des revenus et sur la sécurité.

La pauvreté presque vaincue pourrait l'être tout à fait, comme le marquait déjà J.-M. KEYNES, pour ce qui est des « besoins primaires » de tous par l'effort d'un siècle, pourvu qu'on renonce à la guerre et à une natalité exubérante. Une économie renouvelée dès à présent peut former les normes d'un aménagement des richesses dans une atmosphère de moindre inégalité et de sécurité pour tous.

Pour tous, vraiment, ou pour les citoyens du pays de l'abondance ? Quand la misère écrase l'humanité est-il *possible* d'organiser ingénieusement l'abondance des nations favorisées ? Mieux : est-il possible de penser l'économie, d'appréhender *scientifiquement* la réalité économique avant de considérer *toutes* les ressources et *toutes* les exigences des hommes ? Une réduction illégitime prive la « science » économique de l'Occident de toute audience auprès des masses souffrantes et de leurs représentants. Cette erreur d'optique risque de coûter plus cher encore que la plus longue des guerres.

La tension de l'effort avec la peine qu'il engendre, l'éveil de l'invention avec le risque qu'elle suscite sont, à l'échelle de l'humanité, très inférieurs aux niveaux qui annonceraient une libération universelle.

Voilà un aspect qui échappe à J.K. GALBRAITH. Mais sa critique des engrenages de la « fausse » abondance au sein du peuple privilégié, est propre à démystifier la richesse et l'enrichissement.

La doctrine économique courante considère les besoins comme des *données* indépendantes de la volonté des producteurs. Les besoins sont déterminés à un moment donné et au cours d'une évolution : ils peuvent être représentés par une courbe de dépense et de consommation qui, intersectée par une courbe d'offre, marque le point d'équilibre. Or, dans le capitalisme avancé le producteur crée les désirs de sa clientèle ; par la production même et la publicité il allume une *soif d'achat* (qui à vrai dire n'est correctement impu-

table ni à un véritable besoin, ni à un véritable désir). Dès lors la courbe de dépense étant déplacée *par le producteur*, l'équilibre de la production n'est plus déterminé par des conditions indépendantes du producteur. La soif d'achat est *dépendante* d'une décision et d'une activité du producteur lui-même. Cet effet de dépendance (*dependence effect*) remet à des entrepreneurs uniquement guidés par la recherche du gain, cette tâche de créer les désirs du public qui serait, normalement, la tâche d'un organe d'intérêt général à la fois compétent et prudent. S'élever dans les hiérarchies économiques d'une société dont le fonctionnement est ainsi perverti, c'est être dupé par l'effet de dépendance, c'est accepter d'être *fabriqué* par des chasseurs de dollars.

Ce « privilège » de *fabriquer* des hommes en les rendant insatiables et incapables d'humaine satisfaction est inégalement partagé entre le secteur privé et le secteur public. Ce dernier n'a pas — et de loin — les mêmes moyens que le premier, pour modeler ses usagers. Des sommes immenses se dépensent pour placer une bière de luxe ; les moyens sont exigus quand il s'agit de persuader le public d'équiper un laboratoire ou de construire une école. Le public est assailli par une réclame de lait de beauté, il est laissé totalement ignorant de la modernisation d'un service public. L'information sur l'utilité des investissements publics est indigente ; les traitements fixes des agents des services publics sont maltraités par l'inflation. De ces faits, découle une situation différentielle du secteur public par comparaison aux affaires privées qui est un défi à la raison économique.

Ces analyses vont très loin dans la critique du capitalisme contemporain, pourvu qu'on en tire toutes les conséquences. La pauvreté recule (1) mais c'est au prix d'une perversion de l'équilibre humain et de la discipline sociale. L'individu est téléguidé par le producteur qui ne tend pas à satisfaire les besoins et les aspirations mais à faire fonctionner la machine à dépenser. Les institutions publiques dont la vocation est de rassembler et de diffuser l'information d'intérêt général sont humiliées devant le maître de la publicité. — Troupeau et guides sont marqués au fer de l'imbécillité.

Paupérisation et capitalisme

Si limité et décevant qu'il soit, l'enrichissement dans les capitalismes évolués n'annule-t-il pas la « loi de paupérisation » qui, depuis K. MARX, n'a jamais été abandonnée par le communisme théorique et militant ?

Cette persistance ne s'explique pas seulement par le souci de garder une arme idéologique. La paupérisation chez K. MARX a un contenu essentiel qui mérite examen. Le capitaliste qui tient les moyens de produire donne au sa-

(1) Dans une mesure à préciser beaucoup plus que ne le fait J.K. GALBRAITH.

larié une valeur inférieure à celle que celui-ci suscite. La situation du salarié peut s'améliorer, son salaire réel peut s'élever, et même durablement, sans que jamais la valeur qu'il reçoit soit au niveau de la valeur qu'il crée dans la production. Ce n'est donc pas par des statistiques de salaires réels croissants que l'on peut prouver l'erreur de la thèse. C'est en demandant si la différence entre valeur produite et valeur reçue par le travail est rendue nécessaire par la propriété privée des moyens de produire, ou par la séparation entre maître et servant de la machine, en quelque régime que ce soit ; c'est en demandant aussi quel est le montant et quelle est l'affectation économique de cette différence.

Soit donc tout le produit d'une unité ramené au travail $\left(\frac{P}{T} \text{ ou } \frac{dP}{dT}\right)$ et soit

une autorité chargée de répartir ce produit. Agit-elle suivant les normes actuelles (1) de l'économie soviétique, elle passe d'un bénéfice brut d'exploitation à un bénéfice comptable net. Le bénéfice brut subit trois prélèvements réglementaires pour le Trésor et la Gosbank : a) un intérêt sur le capital ou redevance d'équipement ; b) un paiement pour la jouissance des rentes de situation (dit impôt sur les superbénéfices) ; c) des intérêts pour prêts bancaires. Le bénéfice comptable net alimente : a) un fonds d'encouragement matériel ; b) un fonds socio-culturel ; c) un fonds de développement de la production. Après le financement d'autres dépenses (remboursement de crédits à long terme, financement d'équipements planifiés...) le bénéfice résiduel va au Trésor.

Comment la *norme* du salaire est-elle appliquée ? Dans le rapport des forces entre la Centrale, le chef de l'unité et les salariés, dans une certaine mesure. Une détermination objective, indépendante de ce rapport des forces, n'est ni observée, ni concevable. Elle fait encore défaut quant aux subdivisions successives du bénéfice brut. La catégorie du *revenu discuté* ne semble étrangère ni à la doctrine, ni à la pratique soviétiques.

Elle est essentielle pour comprendre le capitalisme moderne. L'entrepreneur capitaliste se fixe à lui-même sa rémunération, prononce sur son propre profit dans les limites que lui impose la force contractuelle du travailleur. Celle-ci est fonction de plusieurs variables : le cadre des institutions et les règles du jeu - l'énergie et l'orientation du pouvoir politique - l'état de la technique - la conjoncture - le degré d'organisation du syndicat ouvrier - l'information de l'opinion publique.

La productivité du travail est un élément — entre d'autres — de la détermination du niveau du salaire. Le montant du bénéfice brut est en capitalisme

(1) Après la réforme des entreprises soviétiques (1966-1970).

aussi peu qu'ailleurs, la conséquence d'une loi naturelle. Les imputations successives qui y sont appliquées dépendent de normes générales infléchies par des rapports de force.

Le salaire comme le profit ne sont déterminés ni par le fonctionnement du marché pur, ni par une règle d'imputation économiquement rationnelle, objective et incontestable.

Le salaire, *revenu discuté* dans le capitalisme moderne, l'est entre des parties qui demeurent socialement inégales : c'est pourquoi son niveau et sa structure méritent d'être analysés. Les discussions qui les concernent s'imposent en régime de propriété sociale comme en capitalisme privé, bien que ce soit pour des raisons et dans des conditions différentes.

L'appauvrissement humain des travailleurs n'a jamais été séparé par K. Marx de leur appauvrissement matériel. Le communisme contemporain s'y attache par fidélité doctrinale mais surtout parce que l'élévation des salaires réels et l'amélioration des conditions du travail sont invoquées contre les formes vulgarisées des thèses sur la paupérisation. C'est toute la structure de la consommation et l'organisation sociale, dira-t-on (1), qui interdit la « reproduction élargie de la force de travail ». Mais la dure discipline du travail d'usine, la diminution éventuelle du travailleur, la circonstance que la vie sociale est conçue pour d'autres que pour lui... ces contraintes, parfois cruelles, sont-elles la conséquence de la technique industrielle ou de l'organisation capitaliste de cette technique ? L'appropriation sociale des moyens de produire étant réalisée, le travail à la chaîne est-il moins pénible, la fatigue ouvrière plus légère, l'accident du travail moins grave et moins nombreux ?

Quelle *question* pose-t-on, en vérité, lorsqu'on en vient à définir la paupérisation (2) « un écart croissant entre les besoins historiquement définis des travailleurs et la possibilité de les satisfaire » ? On évoque l'inégalité *optimum* dans la société industrielle entre les sortes variées de travaux, de rémunération, de niveau de vie. Question fondamentale, en effet : elle ne comporte pas de réponse univoque tirée de l'alternative : appropriation privée ou sociale des moyens de produire.

L'appauvrissement humain s'entend, aujourd'hui, en termes rigoureux comme l'*infra-développement* de l'individu par référence aux connaissances scientifiques, aux techniques et au patrimoine matériel et culturel de la société. C'est la biologie et la psychologie scientifiques qui mesurent la pauvreté géné-

(1) Cf. par exemple R. GARAUDY, Pour un modèle français du socialisme. Idées actuelles, Gallimard, 1968, p. 228 et suivantes.

(2) R. GARAUDY, Pour un modèle français du socialisme, ed. cit. p. 231.

tique et culturelle de l'individu humain. Que cet infra-développement doive être éliminé pour accéder à l'économie rationnelle, c'est ce qu'aucun homme de science ne peut nier.

Société de participation

Toute société moderne prétend réaliser la participation. Le mensonge politique et durable du petit nombre à l'endroit de la multitude paraît être, en cette saison de l'histoire, menacé par des forces puissantes, percé par la prise de conscience d'un objectif majeur et déjà contredit par l'ébauche de structures sociales renouvelées.

Ces rencontres sont encore hésitantes, les nommer ensemble c'est déjà favoriser — si peu que ce soit — l'éclosion d'une société capable d'un plus haut rendement dans la recherche de statuts humains de la vie.

Les masses et la masse pénètrent la politique contemporaine. Elles contiennent plusieurs classes, elles sont faites de nombreuses catégories sociales. Elles procurent des stratégies nouvelles à la lutte des classes. Mises brusquement en mouvement, elles sont capables de briser quelque pouvoir social que ce soit. Par une pression constante ou par de brusques marées, elles rappellent à tous les gouvernants la morale la plus élémentaire de l'humanité : « La masse vivante est sacrée » (Henri Barbusse).

La montée des masses et de la masse donne sa chance historique à la prise de conscience d'une *bio-économie*, à fondements scientifiques. La ressource humaine est le début et le terme de l'activité et de l'expérience économiques. La mise en valeur et la mise en œuvre de la ressource humaine est la *praxis* dans laquelle et par laquelle nous connaissons, collectivement, nos ressources et nos dépenses, nos énergies et nos exigences. Le développement plénier — ainsi entendu — de la ressource humaine est l'objectif de la société de participation.

Quant à sa structure la plus élémentaire, elle se caractérise par les traits suivants :

- 1°) L'octroi à tous du minimum vital, dans l'ordre physique et culturel ;
- 2°) Le plein développement de chacun par l'éducation permanente — professionnelle et générale — et par le « pain quotidien de la culture » (Dumaine) ;
- 3°) La sélection sans élimination, c'est-à-dire l'emploi des procédures d'examen, de prévision, d'orientation et de formation, qui permet à chacun d'exercer une fonction économiquement et socialement bénéfique ;

4°) La formation d'élites fonctionnelles recrutées dans les compétitions collectives et substituées aux groupes dominants en vertu de l'hérédité et de la fortune ;

5°) L'élaboration de projets d'œuvres collectives dans la discussion libre et le dialogue social, couronnées par le *grand dessein* de la Société qui ne peut être que la recherche de types valables de l'être humain.

La société de participation se fige en « utopie » dès qu'elle se construit en peu de mots ; elle est une réalité sociale commencée. Idéalement, elle se présente comme un ensemble renouvelé, dont la structure évolutive met les individus et les groupes en état de rendement personnel et social et qui, en tant qu'ensemble, s'élève en ce sens qu'il *favorise*, pour tous, *un plus* en conscience et en liberté.

Mobilité verticale

Un aspect très particulier de l'ascension sociale est la mobilité verticale, c'est-à-dire le passage des individus d'une profession à l'autre et d'un statut à l'autre dans les hiérarchies sociales.

La technique des tables de mobilité procure des renseignements assez précis et très circonscrits. La table à double entrée (professions des pères en lignes ; professions des fils en colonnes) permet de comparer la mobilité observée à la mobilité « parfaite » ou « de hasard » où la situation du père n'exercerait aucune influence sur celle du fils. Daniel Bertaux (1) après J. Desabié en a précisé l'emploi par les indices d'inertie, de sortie et d'entrée et par la distinction de la *mobilité structurelle* et de la *mobilité de circulation*. Les limites de la technique sont apparentes : des facteurs ne sont pas explicités, ainsi la fécondité des pères ; les fils sont interrogés *au moment* de l'enquête et indiquent la profession de leur père, mais on ne tient pas compte des changements éventuels de profession de l'un et de l'autre ; le calcul du coefficient de mobilité est directement dépendant du degré d'agrégation du tableau. Sans qu'il soit question d'entrer, ici, dans le détail, disons qu'en France (2) : 1. Dans les professions en régression statistique (agriculteurs, patrons de l'industrie et du commerce), la probabilité que les enfants débutent dans la même profession que leur père est forte ; 2. Les cadres ont une très forte inertie sociale ; 3. La probabilité de débiter comme ouvriers est, chez les fils d'ouvriers, de 74 %.

En simplifiant à l'extrême disons : la société française contient des *milieux de viscosité*, d'inertie sous le rapport qui nous occupe : le monde agricole, les

(1) Economie et statistique, février 1970.

(2) Enquête de 1964. Première recherche portant sur les hommes nés en 1918 ou plus tard et entrés en activité depuis moins de cinq ans au moment de l'enquête.

ouvriers et surtout les cadres supérieurs et les professions libérales ; les *milieux de transit* sont les cols blancs et une partie des artisans et des petits patrons.

On peut dire aussi (1) : il existe une forte circulation : classes populaires - classes moyennes, et classes moyennes - classes dirigeantes ; les échanges classes dirigeantes - classes populaires sont faibles.

A l'étranger, quinze enquêtes nationales depuis la dernière guerre et de nombreux travaux spécialisés procurent les informations que voici :

a) Partout, les déviations sont grandes entre la mobilité observée et la mobilité « parfaite » ;

b) Un *quart* environ de la variance dans le statut du fils dépend du statut du père ;

c) Les fils qui n'entrent pas dans la profession du père se retrouvent dans un *très grand* nombre d'autres professions ;

d) La probabilité que les fils des pères d'une catégorie atteignent une autre catégorie est inversement proportionnelle à la distance sociale entre ces catégories ;

e) La mobilité sociale ne paraît pas avoir beaucoup changé au cours des dernières décennies aux Etats-Unis, où elle ne semble pas plus élevée qu'en Europe.

Dans les sociétés évoluées, aujourd'hui, la part de l'héritage social est considérable. Une sorte de frontière invisible sépare les « manuels » des « non manuels ». On observe beaucoup de mouvements entre catégories socio-professionnelles mais ils se font par des itinéraires sociologiques déterminés et les sociétés du *second XX^e siècle* comportent très nettement et durablement une *partie supérieure* (Stuart Mill) et une partie inférieure. Dans la première on rencontre les familles qui tiennent les moyens de produire et l'argent ; elles montrent partout une puissante capacité d'auto-recrutement. La volonté d'ascension, présente chez les « petits », se manifeste surtout par l'aspiration à atteindre l'échelon voisin et immédiatement supérieur (progression par paliers). Les effets de la richesse et de la culture, étroitement associés, engendrent un *monopole collectif de la puissance sociale*.

Dans les pays les plus développés, un immense « prolétariat » intellectuel et culturel déborde la classe ouvrière. Les masses et la masse restent intellectuellement et culturellement sommeillantes. Ce n'est pas en multipliant les

(1) D. BERTAUX, article cité.

Ecoles telles qu'elles sont, dans la structure sociale telle qu'elle est, qu'on obtiendra des résultats positifs : c'est en changeant la structure et l'esprit de la société.

Cours du jeudi : *Modèles quantitatifs à structure pluri-sectorielle.*

Les modèles pluri-sectoriels succèdent aux modèles peu désagrégés : l'intérêt de cette évolution ne consiste pas en désagréments plus poussés, mais dans l'introduction de *l'effet d'entraînement* entre secteurs *structurés*. Des modèles rigoureux et opératoires ne sont obtenus qu'à cette condition.

Parmi les effets d'entraînement, une attention spéciale s'attache à ceux qui concernent la transmission et la propagation de l'innovation. Tout effet d'entraînement implique une asymétrie, une action non compensée de A sur B. Un examen attentif de la pensée de V. Pareto prouve que, contrairement à une opinion répandue, ces asymétries constituent une partie importante de l'analyse parétienne.

I. *Les phénomènes parétiens du type II*

Il suffit de se reporter aux textes originaux (1) pour rencontrer à côté de *l'échange pur* (phénomènes du type I) où les deux échangistes sont conduits au point d'équilibre par la concurrence, *l'échange entre inégaux* (phénomènes du type II) où *l'un* des échangistes *choisit* le point qui *lui* convient le mieux, parmi ceux auxquels l'équilibre est possible. S'il en est ainsi, c'est que cet échangiste dispose de « quelque chose » qu'il faut bien appeler « force » ou « pouvoir » et dont il use dans des conditions telles qu'il est « supérieur » à l'autre.

Cette distinction se complète par celle des obstacles qui s'opposent aux mouvements des sujets sur les « sentiers » qu'ils suivent pour maximiser leur ophélimité. Les obstacles du *premier genre* sont pour chaque sujet : les contraintes budgétaires (« rien pour rien ») et les conditions *générales* de la technique. Les obstacles du *second genre* résultent de *toutes* les contraintes qui s'opposent au choix libre des sujets (monopoles, actions de groupes, interventions de la puissance publique ; cette énumération ne pouvant, logiquement, être limitative).

En combinant ces deux couples de distinctions, on conçoit et construit *l'échange entre inégaux* ou *échange composite* (transfert d'ophélimités librement appréciées + rapport de forces).

(1) Par exemple, le Ch. III du *Manuel*, Droz, Genève, 1966, Notion générale de l'équilibre économique.

Pour que l'échange soit pur, il faut a) que chaque sujet adopte le même type de comportement ; b) qu'ils aient même information sur les conditions de l'échange ; c) qu'ils aient même force. V. Pareto marque bien qu'en certains cas, le sujet I impose un point de conclusion de l'échange (un rapport d'échange) qui *lui* procure le maximum d'ophélimité, *par opposition* au sujet II ; on *doit dire* alors (au delà de la description des conditions concrètes) que I a une « force » dont II ne dispose pas. Le point de conclusion de l'échange pur n'est que le cas *particulier* où la « force » de l'un et l'autre sujet est égale à zéro, ou bien où la résultante des ensembles de « force » dont disposent le sujet I et le sujet II est égale à zéro.

Devant deux espèces : *échanges entre égaux, échanges entre inégaux*, demandons si les premiers sont a) les plus *fréquents*, b) les plus *décisifs*, c) les plus *significatifs*.

A considérer les échanges d'un sujet ou d'un grand nombre de sujets pendant une période, on remarque que les cas sont rarissimes où le transfert de biens et de monnaies s'opère entre sujets égaux, capables de prendre également conscience de leurs goûts, de former une décision également rationnelle et d'éprouver réciproquement la compatibilité de leurs préférences. Le nombre des échanges importe moins que leur importance (quantités, valeurs) et leur impact stratégique dans un ensemble : à cet égard l'égalité des parties est plus difficile encore à découvrir. Les sous-ensembles industriels et commerciaux, concentrés à des degrés et avec une efficacité variable, sont inégaux quant à leur capacité d'abaisser le coût et le prix, quant à leur potentiel de publicité et quant à leur force contractuelle. Les *inputs* sont achetés par des groupes oligopoliques, les ventes de produits s'opèrent largement par des groupes organisés qui pratiquent les prix administrés ou les prix fixés. Mais c'est dans le domaine de la signification que se forme la vue la plus enrichissante sur l'échange entre inégaux. L'échange de la statique est l'instant d'un mouvement qui se déploie dans le temps : les sujets *tâtonnent* pour atteindre l'équilibre. Cette statique a pour raison d'être d'aider à comprendre la *direction* vers un état global le meilleur possible, — disons une maximisation. Or cette *direction* est-elle désignée par les conditions de l'échange pur (petites unités, homogènes, sans action les unes sur les autres) ? L'observation de l'économie moderne impose de reconnaître la fécondité de l'*inégalité capable* d'innovation : *le meilleur* — pas le *meilleur* sans inégalité — fait passer la nouveauté bénéfique dans le système.

L'échange *entre inégaux* peut être formalisé en employant la technique des courbes d'utilité marginale ou des courbes d'indifférence et l'algèbre simple qu'elles impliquent. Une théorie plus *générale* admet donc les innombrables espèces *d'influences* exercées par un sujet sur un autre, que ce sujet soit individuel ou collectif. L'échange *composite* — (transfert d'ophélimité et rap-

port de forces) — englobe, comme un cas très particulier, très spécial et infiniment rare, l'échange pur où le marché n'est *rien autre* que l'occasion d'enregistrer la compatibilité des préférences de sujets supposés également libres.

Pour que cette *idéalisaton*, inconsciemment apologétique de *l'échange marchand*, s'opérât il a fallu trois conditions, réunies en effet dans la civilisation « bourgeoise » du XIX^e siècle :

— *Une philosophie individualiste*, répandue sous formes banalisées dans la société : chaque individu, dressé contre les corps intermédiaires et les pouvoirs, « se pense » comme un centre de décision autonome ;

— *Une morale égalitaire*, vulgarisée à partir de l'utilitarisme anglais et imprégnant la démocratie parlementaire et — *en thèse* — l'organisation de son économie ;

— *Une expression mathématique* : celle de la mécanique de l'époque mais qui a séduit de bons mathématiciens au milieu du XX^e siècle. Que l'on en juge par cette citation empruntée à un maître respecté à juste titre (1) et que nous livrons à la méditation des épistémologues attentifs *aux savoirs en quête* d'une *mathématique extérieure* à leur contenu propre :

« Il existe en Mécanique quelque chose d'analogue à ce que sont les prix en économie ; ce sont les *coefficients* qui représentent l'équivalence (nous pourrions dire : les termes de l'échange) des diverses formes d'énergie : par exemple, l'équivalent mécanique de la calorie. Ces coefficients sont précisément dans le système mécanique, des constantes universelles. La Mécanique peut être considérée, par suite, comme un cas particulier de l'économie, précisément, comme une économie où les prix, au lieu d'être déterminés par le marché, seraient des constantes universelles préfixées : on pourrait dire encore, une économie où disparaissent les obstacles du second genre ».

Tout le passage, (la dernière phrase avec éclat), révèle l'illusion de rigueur entraînée par une analogie mécanique qui devait nécessairement faire le bonheur facile de gens possédant une certaine formation mathématique.

2. *L'équilibre parétien et les asymétries*

Les équations parétiennes de l'équilibre (2) (équations du *comportement de liaison* et de *balance*) peuvent être présentées sous des modes variés. Sous l'un des plus généraux (2) elle *admettent* les inégalités et les asymétries dans

(1) Luigi Amoroso, Pareto matematico ed economista, Discours lu à l'Accademia dei Lincei, le 13 novembre 1968, in Vilfredo Pareto, *L'economista e il sociologo*, Milan 1949, p. 18.

(2) Luigi Amoroso, Note en appendice à l'étude précitée, p. 16 à 19.

l'échange, bien que — (pour des raisons qu'on espère maintenant assez claires) — ce ne soient pas ces aspects qui ont été le plus étudiés.

Soit donc la distinction des conditions qui se rapportent aux *sujets* (1 : nombre des sujets) et de celles qui se rapportent aux *objets* (n : nombre des objets).

1) Le prix des objets, — biens et services —, s'écrit :

$$p_1, p_2, \dots, p_{n-1}$$

le nième objet étant pris comme numéraire.

2) La position du sujet r est symbolisée par des coordonnées :

$$x_{r1}, x_{r2}, \dots, x_{rm}$$

dont le nombre et la signification restent indéterminés, pour le maximum de généralité. Ce sont, par exemple, des quantités de biens et de services à un instant donné, ou des flux de produits et de services rapportés à une période et pris comme résultant d'actions répétées uniformément.

3) La fonction d'ophélimité de r s'écrit :

$$\Phi_r(x_{r1}, x_{r2}, \dots, x_{mr}) \quad r = 1, 2, \dots, l$$

4) Les équations des *obstacles du premier genre* s'écrivent :

$$H_{r1} = 0, H_{r2} = 0, \dots, H_r = 0$$

$$r = 1, 2, \dots, l \quad \mu_r < m_r$$

5) Les équations des *obstacles du second genre* :

$$K_1 = 0, K_2 = 0, K_{n-1} = 0$$

Chacune des 4) lie entre elles et éventuellement aux prix les coordonnées d'une même combinaison ($\Phi_{r1}, \dots, \Phi_{r1}$). Les combinaisons des sujets sont donc liées entre elles. Les 4) symbolisent l'équilibre en valeurs résultant des balances individuelles (contraintes budgétaires) et des conditions générales de la technique.

L'ensemble des équations *concernant les sujets* est donc composé des équations 2), (coordonnées de chaque sujet), des équations 3), (fonction d'ophélimité de chaque sujet et des équations), 4) (obstacles du premier genre).

Les équations 5) *concernent les objets*, chacune relie, entre elles, les conditions qui concernent un même objet (indépendamment du sujet) ; elles expriment la *balance des quantités* dans l'ensemble considéré.

A noter que l'on écrit n-1 équations 5) et non pas n de ces équations, -n étant le nombre des objets. C'est que les 4) comprennent les équations représentant l'équilibre en valeur des balances individuelles ; l'une des 5 est la conséquence algébrique de toutes les autres et des 4) ; il n'y a donc que n-1 équations 5) qui soient algébriquement indépendantes.

L'équilibre de concurrence est atteint quand chaque sujet, dans le champ des possibles exprimé par les 4), tire parti de ses coordonnées 2) pour donner une valeur maximum à sa fonction d'ophélimité :

$$6) \quad \frac{\partial \Phi_r}{\partial x_{rs}} + \sum_{h=1}^{\mu_r} \lambda_r \frac{\partial H_r}{\partial x_{rs}} = 0$$

$r = 1, 2, \dots, l$
 $s = 1, 2, \dots, m_r$

Dans cette écriture les λ sont les auxiliaires de Lagrange qui, avec les 4) (obstacles du premier genre) expriment des choix de sujet de r.

L'équilibre général s'obtient en associant

- toutes les équations de comportement : les 6)
- toutes les équations des obstacles du premier genre : les 4)
- toutes les équations des obstacles du second genre : les 5)

$$7) \quad \left\{ \begin{array}{l} \frac{\partial \Phi_r}{\partial x_{rs}} + \sum_{h=1}^{\mu_r} \lambda_r \frac{\partial H_r}{\partial x_{rs}} = 0 \\ H_{r1} = 0 \quad H_{r2} = 0 \quad H_{r\mu_r} = 0 \\ K_1 = 0 \quad K_2 = 0 \quad K_{n-1} = 0 \end{array} \right. \quad \begin{array}{l} r = 1, 2, \dots, l \\ s = 1, 2, \dots, m_r \end{array}$$

Le nombre des équations indépendantes est égal au nombre des inconnues

Nombre des équations	Nombre des inconnues	
1 ^{re} ligne		
$N_1 = m_1 + m_2 + \dots + m_l$	Coordonnées des sujets x_{rs}	N_1
2 ^e ligne		
$N_2 = \mu_1 + \mu_2 + \dots + \mu_l$	Auxiliaires de Lagrange	N_2
3 ^e ligne $n - 1$	Prix	$n - 1$
Total $N_1 + N_2 + n - 1$	Total	$N_1 + N_2 + n - 1$

On démontre que le monopole peut être introduit dans ces équations.

Mais ce qui importe, c'est d'observer que l'échange entre inégaux, l'échange *composite* peut être, lui-même, inclus formellement dans le système. Les coordonnées $x_{r1} \dots x_{rm}$, indéterminées quant à leur nombre et leur signification, peuvent désigner des moyens de contrainte d'un sujet à l'égard d'un autre. Quant aux équations des obstacles du second genre, elles peuvent désigner, formellement, des modifications des quantités par un pouvoir extérieur au système ou par l'inégalité de pouvoirs intérieurs au système. Il semble donc qu'on puisse utiliser les équations de l'équilibre marginaliste pour traduire les balances de pouvoirs entre sujets inégaux. Mais alors, dans une même forme mathématique, on introduit une signification *substantiellement différente* de l'interprétation courante et inconsciemment apologétique de l'échange marchand.

C'est vers une autre mathématique (théorie des ensembles, des groupes, des catégories, des graphes, des jeux...) que se porte l'attention des analystes les plus exigeants des relations économiques entre les sujets dans une société organisée.

L'action asymétrique entre sujets inégaux, retrouvée par l'examen d'interprétations généralisantes de l'équilibre parétien est fondamentale pour comprendre et construire l'influence, dans un même ensemble, des sous-ensembles « actifs » à l'égard des sous-ensembles qui le sont moins, que cette influence découle du monopole, de l'innovation ou d'une combinaison des deux.

3. Les changements techniques et les modèles de croissance

La mesure dans laquelle le progrès technique peut être considéré comme exogène par référence à un système d'équations déterminé est à chercher.

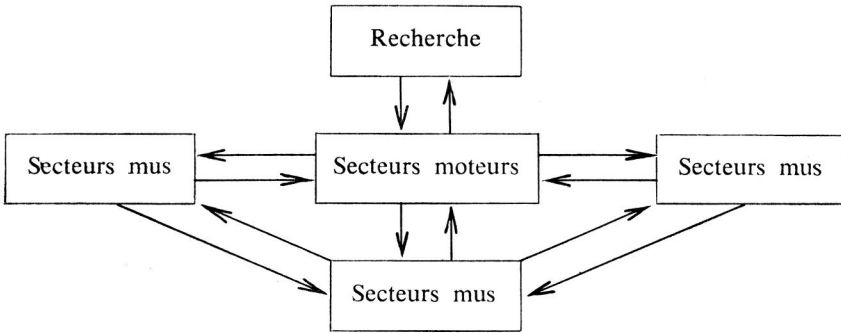
Les modèles les plus récents a) sont de type stochastique, b) admettent l'*apprentissage par le faire* (learning by doing). Une traduction très grossière et provisoire de ce terme pose que l'expérience acquise dans et par l'accroissement du capital brut pendant une période (dK_t) tend à réduire le coefficient

de travail (travail sur produit : $\frac{T}{P}$) c'est-à-dire à augmenter la productivité du travail : $(\frac{P}{T})$ — (T_t : travail en t ; dT , accroissement du travail) —. D'où

$$dT = m K_b^{-h} dK_b, \text{ et}$$

$$T_t = \int_{t-n}^t m K_b^{-h} dK_b$$

Nous restons bien loin d'une formalisation avancée des modèles stochastiques admettant l'effet d'entraînement et le *learning* qui permettraient d'exprimer le *schéma de causalité* que l'observation empirique invite à prendre en considération, et qui se présente ainsi



La recherche agit sur des Secteurs, (sous-ensembles), moteurs, (privés ou publics). Ceux-ci *agissent* horizontalement et verticalement et provoquent des réactions, « Moteurs », « mus », « actifs », « passifs » sont pris, évidemment, dans un sens relatif.

Les modèles élaborés à partir de ce schéma procèdent d'une inspiration toute différente de celle de la théorie néo-classique de l'innovation (R.F. Harrod, J.R. Hicks, H.E. Meade) et tentent de mettre en évidence les insuffisances de l'introduction ingénieuse (J.E. La Tourette) (1) du changement technique dans les modèles globaux de croissance « à la » R.F. Harrod et E. Domar.

Le principe de cette dernière démarche est simple. On pose une fonction de production.

$$[R = F(K, T) ; \text{ou, en divisant par } T = Ct : \frac{R}{T} = F\left(\frac{K}{T}, 1\right), \text{ et l'on construit}$$

— la croissance avec innovation *neutre* (au sens de R.F. Harrod)

$$I.N \quad \frac{K}{R} = Ct \quad \frac{R}{K} = Ct.$$

(1) J.E. La Tourette, *Technological change and equilibrium growth in the Harrod-Domar model*, *Kyklos*, 1964 ; *A diagrammatical exposition of neutral and non neutral technical change in the Harrod-Domar model*, *Economia Internazionale*, août 1967.

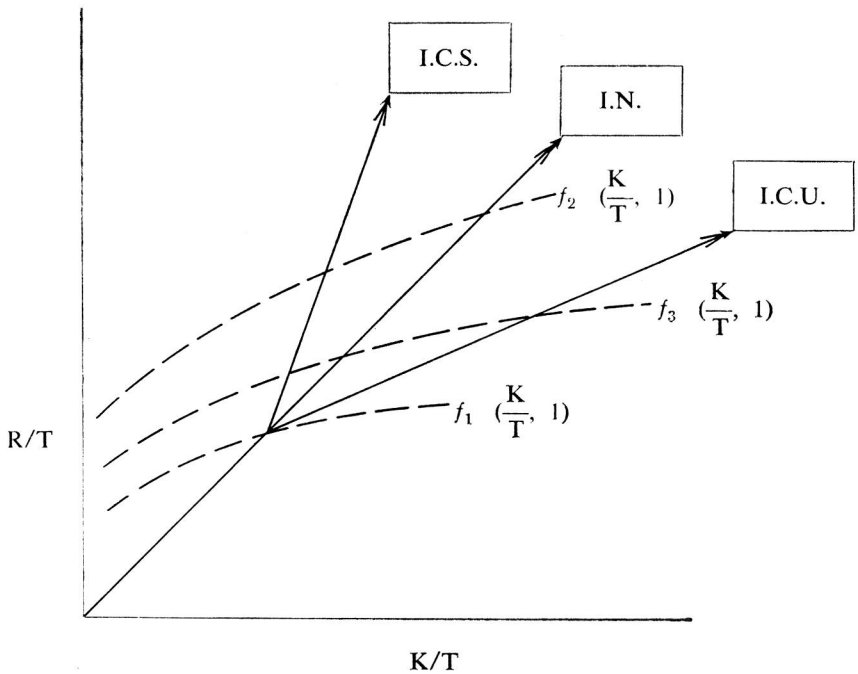
— la croissance avec innovation *capital saving*

$$\text{I.C.S. } \frac{K}{R} \searrow \frac{R}{K} \nearrow$$

— la croissance avec innovation *capital using*

$$\text{I.C.U. } \frac{K}{R} \searrow \frac{R}{K} \nearrow$$

à partir des conditions résumées dans le graphique ci-dessous :



Le contenu de cette analyse est assez ténu.

Quand il s'agit de *définir* les innovations dans leur rapport avec les facteurs de la production et le montant du produit, le coefficient global de capital et son inverse sont des instruments imparfaits. Pour une raison simple et suffisante : *ce n'est pas la seule dimension* du capital ($\frac{K}{P}, \frac{1}{K} \cdot I$) (1) qui permet de déterminer son efficacité (productivité) ; les facteurs décisifs sont sa qua-

(1) I = investissement.

lité, sa structure, l'information avec laquelle il est combiné. Les modèles globaux, que nous critiquons, ont donc un intérêt heuristique et, si l'on peut dire, apéritif ; ils ne sont vraiment ni descriptifs, ni analytiques, ni opérationnels.

C'est que la *même* quantité globale peut représenter des combinaisons très variées de sous-ensembles. Ces sous-ensembles (industries, secteurs...) sont par leur *structure* et par la sorte de leur *combinaison* des facteurs essentiels de la croissance, du développement, des progrès et *du* progrès. Le progrès technique n'atteint pas uniformément tous les points d'une économie, il n'y tombe pas n'importe où ; il affecte des *secteurs structurés*, d'où il se diffuse par des itinéraires repérables et il est soumis, dans les économies contemporaines, à des stratégies émanant des firmes, de leurs groupes, des collectivités publiques et de l'Etat. Ces phénomènes échappent nécessairement aux modèles globaux, quelque raffinement théorique qu'on y applique pour y loger la nouveauté technique et ses conséquences.

DISTINCTIONS

— Docteur Honoris Causa de l'Académie de Studii Economice dei Bucaresti, Bucarest (Roumanie).

— Ordre du Mérite scientifique Roumain.

TRAVAUX ET EXPOSÉS EN FRANCE

— Association de la Presse étrangère : XXV^e anniversaire, Paris : *La diffusion de l'information par les techniques de masse, l'économie et la société du XX^e siècle*, 17 octobre 1969.

— Conférence à l'Ecole nationale des Services du Trésor (Conservatoire des Arts et Métiers), Paris : *Les dialectiques de l'innovation du marché et du plan*, 24 novembre 1969.

— Rencontre entre chrétiens et non chrétiens (Librairie St-Séverin, Paris) : *L'économie et l'avenir de l'humanité*, 1970.

— Communication à l'Institut de France (Académie des Sciences Morales et politiques), mars 1970 : *Herbert Marcuse et la finalité de la société occidentale*.

— Débats SUP. DE C.O. 13-Marseille, avril 1970 : *François Perroux interroge Marcuse... qui répond*.

— Mouvement international de la Réconciliation, Mulhouse : *La politique commence là où cesse la violence*, 1^{er} mai 1970.

— Association pour la promotion économique et sociale de la ville du Havre (Chambre de Commerce) : *La société de masse et l'économie du XX^e siècle*, juin 1970.

— Colloque à l'Institut d'Histoire des Sciences de l'Université de Paris (Professeur CANGHILHEM, M^{lle} S. BACHELARD) : *Les conceptualisations implicitement normatives et les limites de la modélisation en économie*, juin 1970.

PUBLICATIONS

Ouvrages

— *François Perroux interroge Marcuse... qui répond* (Editions Aubier-Montaigne, Paris, 211 p., 1970).

— *Indépendance de la Nation* (Edit. Aubier-Montaigne, 302 p., 1970).

— *Aliénation et société industrielle* (Edit. Gallimard, 135 p., 1970).

— *Industrie et Création Collective*, tome II (P.U.F., 325 p., 1970).

Articles

— Interview dans « Croissance des jeunes nations », n° 91, juillet 1969 : *Le Pain et la Parole*.

— Interview « les Coopérateurs », n° 500, février 1970 : *Demain la coopération ?*

— Interview « Les Informations », n° 1294, mars 1970 : *Indépendance économique ou satellisation ?*

— Réponse « *Pour vous qui est Jésus-Christ ?* » (livre publié par les Editions du Cerf, mars 1970).

— *La croissance, le développement, le progrès* (Grand Larousse encyclopédique, mai 1970).

— Interview de M. Gheur, Herstal (Belgique) : *François Perroux interroge Marcuse... qui répond*.

— *Echec de l'économie moderne et chances du progrès moderne (Faim et soif des hommes, n° 4)*.

— *Profit ? Pourquoi ? Pour qui ?* (article dans n° 4 de l'O.U.R.S. (Office universitaire de recherche socialiste).

— Préface au livre « la Roumanie économique et culturelle » (Droz, 1969).

— Interview de « la Nation », juin 1970 : *Un nouvel esprit pour une nouvelle société.*

— *La crise intellectuelle du catholicisme français* (article publié dans « la Nation », juin 1970, livre de Jean Lacroix).

— Interview de « la Nation », juin 1970 : *L'éveil, par un grand dessein clairement désigné des forces du peuple, est la condition de la renaissance française.*

COLLOQUES A L'ÉTRANGER

— Colloque franco-roumain, Bucarest, octobre 1969 : *Innovation et Plan.*

— Conférences au Maroc, novembre 1969 :

Rabat : *L'indépendance nationale comme stratégie d'une économie mondiale ;*

Casablanca : *La montée des masses et la politique de promotion sociale ;*

Rabat : *Du plein emploi au plein développement ;*

Fès : Colloque à l'Université Karaouine.

— Colloque Franco-Hongrois, Budapest, juin 1970 : *Le théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson et la théorie du Commerce international.*

— Mission en Bulgarie (Sofia), juin 1970 : *Les conceptualisations implicitement normatives et les limites de la modélisation en économie.*

RECHERCHES DU LABORATOIRE

— Etude pour le Ministère des Finances, ayant pour objet d'examiner « les motivations économiques de la décision d'investir dans l'entreprise », 1969 (Directeur de la recherche : M. P. Tabatoni, professeur à l'Université de Paris).

— Recherche sur l'analyse de l'effet d'emprise de structure à partir de l'étude de la balance française des paiements, 1969.

- Etude du couplage industrie-agriculture :
 - vérifications empiriques sur l'Espagne et les pays sous-développés ;
 - effets d'entraînement de l'industrie sur l'agriculture en France.
- Endettement et comportement industriels - Commissariat général au Plan - 1970 (Directeur de la recherche : M. P. Tabatoni).

TRAVAUX DE M. HENRI CHAMBRE, sous-directeur du Laboratoire

1°) *Articles*

- *L'industrie tchécoslovaque* (*Tiers-Monde*, 1968, n° 35-36).
- *El modelo de Feldman* (*De Economia*, 1969, n° 109).
- *Le caractère spirituel du pouvoir chez Saint-Simon* (*Economies et Sociétés*, 1970, n° 4).
- *Economie et société dans les pays de l'Est Européen* (*Economie Appliquée*, 1970, n° 2).
- *Le modèle de Feldman* (*Economie Appliquée*, 1970, n° 2).

2°) *Livres*

- *Les coopératives de consommation en U.R.S.S.* (en collaboration avec G. LASSERRE et H. WRONSKI) (Edit. Cujas, Paris, 1969, 175 p.).

3°) *Colloques*

Rapports :

- *Rétrospectives pour un avenir*, Colloque d'économistes franco-roumains, novembre 1968, Collège de France ;
- *Plan et marché : le cas français*, Colloque d'économistes franco-roumains, septembre 1969, Bucarest, Institut d'Economie roumaine ;
- *Facteurs du développement de la révolution industrielle*, Colloque d'économistes franco-hongrois, juin 1970, Institut des Relations Culturelles, Budapest ;
- *Aspects collectifs de la révolution industrielle du XX^e siècle*, Séminaire d'économistes franco-bulgares, Sofia, juillet 1970).

4°) *Direction de la Série des Cahiers de l'I.S.E.A.* « Economies planifiées », n° 28, *L'économie polonaise - Economies et Sociétés*, 1970, n° 1).

Co-Direction de la Série des Cahiers de l'I.S.E.A. « Economie mathématique et économétrie », *Economies et Sociétés*, 1970, n° 3.

RECHERCHES POURSUIVIES PAR MM. DEMONTS, JESSUA
ET PAR M^{lle} M. PINSON, M^{lle} HUMBERT EN 1969-1970

1°) Sous la direction de M. F. PERROUX : Recherche sur la manifestation des effets asymétriques dans les relations économiques internationales, à partir d'une analyse du commerce extérieur français et de la balance française des paiements. Etude particulière des relations commerciales franco-allemandes.

2°) *Travaux personnels de M. Claude Jessua, sous-directeur de l'I.S.E.A.* :

— *Septembre 1969* : pour le Colloque franco-roumain de Bucarest (22-26 septembre), préparation d'un rapport sur *Le rôle de la rationalisation des choix budgétaires dans une planification indicative*.

— *Juin 1970* : participation au Colloque franco-hongrois de Budapest et présentation d'un rapport sur *La rationalité des échanges entre les économies planifiées et les économies de marché*.

— Dans la série des « Travaux et recherches de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris », « Série Sciences économiques », n° 9 (P.U.F. 1970), M. Claude Jessua a publié une étude sur *La nouvelle théorie quantitative et le rôle de la monnaie dans l'économie*.

TRAVAUX DE M^{lle} EVELYNE PRETRE

— Rapport au Colloque franco-roumain (22-26 sept. 1969) : *Une dialectique concentration/Plan, Référence au cas français* (Repris en un article à paraître dans « Economies et Sociétés »).

— Etude en cours sur *L'entreprise, participation de qui à quoi ?*, s'insérant dans l'enquête menée par l'I.S.E.A. sur la participation.

TRAVAUX DE M^{lle} BRIGITTE HUMBERT

1) Vérification des effets d'entraînement de l'industrie sur l'agriculture (cas de la France) : dynamisation de l'agriculture par les industries en amont et en aval de ce secteur ; encadrement technique des agriculteurs, de la part de ces mêmes industries.

Restructuration de l'agriculture par les firmes privées et effets pervers. Rôle des pouvoirs publics.

2) Dans le cadre de la recherche sur l'application du concept *d'emprise de structure* au commerce extérieur de la France, études portant sur la balance commerciale : évolution de la structure des exportations et des importations de marchandises depuis 1945 ; effets structurel et conjoncturel de la dévaluation de 1958.